

COMMUNE DE BON-ENCOTRE
CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du LUNDI 28 JUIN 2021 à 18 h
(Extrait du Registre)

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN, le 28 JUIN à 18 h, le Conseil Municipal de la Commune de BON-ENCOTRE légalement convoqué le 16 juin 2021, s'est réuni en séance ordinaire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : **29**

Étaient présents : Mme LAMY Laurence, M. AMELING Christian, Mme ANNETTE-OGIER Jacqueline, Mme CHATOT Magali, M. MOINEAU Philippe, Mme TREY D'OUSTEAU Brigitte, Mr BIELLE-BIARREY Laurent, Mme VILLA Pierrette, Mme PAILHORIES Anne, Mme ALBERTI-DEFFIS Véronique, M. DEGUIN Gérard, M. COUDERC Patrick, Mme FERRAND Isabelle, M. ROULET Pascal, M. GALABERT Vivian, M. VALERO Jean-Michel, Mme TABANON Chantal, M. GABEN Stéphane, M. JEANNE Vincent, Mme LAFFAGE Stéphanie, M. RAYSSAC Pascal, Mme DERRAMOND Laurence, Mme DERHOURHI Martine, Mme BARRAULT Simone, M. VIDAL Jean-Christophe, M. SCHEIFF Yanik.

Étaient représentés :

M. BRUNOT Philippe pouvoir à Mme DERHOURHI Martine
M. BRUGIDOU David pouvoir à Mme LAMY Laurence.

Absente :

Mme ESPINASSE France.

Magali CHATOT a été désignée secrétaire de séance.

2021.32 - OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION DEPOSEE PAR LE BAILLEUR HABITALYS POUR L'OPERATION « CAZALET IV ».
VOTE : 28 voix Pour.

Mes Chers Collègues,

I - Exposé des motifs :

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'objectif de production de logements locatifs sociaux figurant dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation Habitat du Plan Local de l'Urbanisme intercommunal de l'Agglomération d'Agen, « HABITALYS » envisage la construction de logements locatifs sociaux, en complément de leur parc déjà existant route de Cazalet.

Habitalys, a acquis en juin 2019 via délégation du droit de préemption, un terrain rue Raymond Vincent sur la commune pour y construire 6 logements locatifs sociaux. Ce seront des logements individuels avec terrasse, garage et jardin.

Il s'agit de 3 T3 de plain pieds d'environ 66 m² dont un adapté et de 3 T4 en R+1 d'environ 81 M².

	T3	T4	TOTAL
PLAI*	1	1	2
PLAI* Adapté	1	0	1
PLUS*	1	2	3
TOTAL	3	3	6

*PLAI : Prêt Locatif Aidé d'Intégration

*PLUS : Prêt Locatif à Usage Social

Ils répondront aux réglementations en vigueur en termes d'accessibilité, de réglementation thermique (RT2012) et acoustique. Le chauffage se fera via une pompe à chaleur air/air (considérée comme énergie renouvelable) et la production d'eau chaude via un ballon agrémenté de panneaux solaires.

Le démarrage du projet est prévu pour septembre 2021 et les travaux devraient durer 14 mois.

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à 1 021 948 € TTC sachant que le financement s'effectue pour une large partie par des emprunts (738 343 €), puis par des subventions publiques (88 605 €) et des fonds propres d'HABITALYS (195 000 €).

Les subventions publiques se décomposent comme suit :

- Subvention de l'État : 33 480 €
- Subvention Conseil Départemental : 28 125 €
- Subvention de la Ville : 13 500 €
- Subvention de l'AA : 13 500 €

La Communauté d'Agglomération d'Agen, de par sa compétence « équilibre social de l'Habitat » est également partenaire de cette opération et participera financièrement, à minimum et à parité avec la commune, selon les modalités du régime d'aides en faveur du logement social approuvé lors du Conseil Communautaire du 7 Décembre 2017, amendé d'un avenant approuvé par le Conseil Communautaire le 14 Février 2019.

Ainsi, et pour participer à l'équilibre financier de l'opération, la commune de Bon-Encontre est appelée à verser une subvention d'un montant de 13 500 €

La subvention de « LA COMMUNE » sera versée selon les modalités suivantes :

- 50 % au démarrage des travaux sur présentation de l'ordre de service soit 6 750 €,
- 20 % lorsque 70 % du montant des travaux est réalisé, sur présentation des factures soit 2 700 €.
- 30 % à l'achèvement des travaux sur présentation de la Déclaration d'Achèvement et la Conformité des Travaux, copie de l'attestation thermique établie à l'achèvement des travaux et du bilan financier définitif soit 4 050 €.

II - Considérants et références juridiques :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et plus particulièrement son article L2254-1 qui précise que les communes et les établissements publics de coopération intercommunale doivent, par leur intervention en matière foncière, par les actions ou opérations d'aménagement qu'ils conduisent ou autorisent en application de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ou par des subventions foncières, permettre la réalisation des logements locatifs sociaux nécessaires à la mixité sociale des villes.

Vu la demande de financement adressée par HABITALYS à l'Agglomération d'Agen et à la Commune de Bon-Encontre en date du 09 avril 2021,

Considérant l'exposé ci-dessus,

J'ai l'honneur, Mes Chers Collègues, de vous demander :

D'AUTORISER Madame le Maire à signer la convention tripartite de partenariat (**ANNEXE 5**) entre l'Agglomération d'Agen, HABITALYS et la Commune, qui prévoit notamment la participation financière de la Commune à hauteur de 13 500 € pour la réalisation de 6 logements locatifs sociaux (Cazalet IV), Rue Raymond Vincent à Bon-Encontre.

Je vous en remercie.

**Entendu l'exposé de Madame le Maire,
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré
A l'unanimité**

AUTORISE Madame le Maire à signer la convention tripartite de partenariat annexée entre l'Agglomération d'Agen, HABITALYS et la Commune, qui prévoit notamment la participation financière de la Commune à hauteur de 13 500 € pour la réalisation de 6 logements locatifs sociaux (Cazalet IV), Rue Raymond Vincent à Bon-Encontre.

Ainsi fait et délibéré en séance les JOUR, MOIS et AN susdits.

Le Maire
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire
de cet acte
Informe que la présente délibération peut faire l'objet
d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal
Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois
à compter des formalités de publication et de transmission
en Préfecture.
Affichage le 5 juillet 2021

Pour copie conforme,

Madame Le Maire,

Laurence LAMY



Accusé de réception en préfecture
047-214700320-20210628-2021322-DE
Date de télétransmission : 06/07/2021
Date de réception préfecture : 06/07/2021